



Montpellier, le 19 novembre 2009

**Lettre ouverte aux conseillers régionaux du Languedoc-Roussillon,**

Mesdames, Messieurs,

Vous n'êtes pas sans savoir que depuis près d'un an maintenant, un mouvement international de contestation de la politique de l'état d'Israël est en plein essor. Des citoyens, des entreprises, des institutions publiques telles que les douanes, mais aussi des gouvernements et des ministres se mobilisent afin de dénoncer les violations, par Israël du droit international ainsi que l'implication des États européens dans la commercialisation de produits en provenance des territoires palestiniens occupés.

À la suite de l'offensive de l'armée israélienne à Gaza en décembre dernier, l'assemblée générale de l'ONU vient d'approuver le rapport Goldstone qui dénonce les crimes de guerre et les *possibles crimes contre l'humanité* commis par Israël.

A ce titre, tout au long de cette année 2009, suite à des dénonciations sur le financement des colonies israéliennes par Dexia, banque franco belge, et à la procédure de l'AFPS pour l'annulation du contrat avec Veolia et Alstom pour le tramway à Jérusalem, plusieurs « sanctions » ont été appliquées par des pays européens. Veolia a perdu plusieurs marchés importants : à Stockholm (métro), au Royaume Uni (ordures ménagères à Sandwell), en Irlande (distribution d'eau à Galway) et à Bordeaux (réseau urbain de transport).

Le dernier cas, celui de Brita, société allemande est particulièrement intéressant puisque l'avocat général de la Cour de justice des communautés européennes affirme : « *le régime préférentiel en vertu de l'accord CEE- Israël ne peut être appliqué à un produit originaire de la Cisjordanie et plus généralement des territoires occupés* »

Israël bafoue ce principe en se servant de ses sociétés d'exportation telles que AGREXCO- Carmel, qui est un rouage essentiel de sa politique de colonisation des Territoires palestiniens et un de ses principaux instruments économiques. Cette société dans laquelle l'état est majoritaire, exporte 70% des produits des colonies israéliennes dont ceux de la vallée du Jourdain où 7000 colons se sont appropriés 95% des terres des paysans palestiniens et contrôlent 98% de l'eau.

